CONDITIONS :

[illegible] PARAITRONT PAR AN—payable six mois d'avance [illegible] ne sera arrêté, à moins que les ar[illegible] ne soit payé, et à moins que celui qui voudra [illegible] son abonnement, n'en ait fait connaître son in[illegible] par écrit au BUREAU DE L'ABEILLE, huit jours [illegible] la révolution du semestre courant.

[illegible] se publient en ANGLAIS ET EN FRANÇAIS, [illegible] une piastre par carré de chaque langue pour la [illegible] insertion, et 50 cents pour les insertions subsé[illegible] Un carré est de DIX LIGNES, ou moins.

[illegible] si le nombre d'insertions ne sera pas limité, [illegible] jusqu'à ce qu'on les arrête, aux frais de ceux [illegible] les ont envoyés.

[illegible] des abonnemens à l'année, pour publier les [illegible] à des prix raisonnables.

[illegible] abonnement pour la campagne ne sera reçu à [illegible] qui indique quelqu'un en ville chargé de payer [illegible]. Les lettres adressées à l'Editeur doivent [illegible] franches ; dans le cas contraire, elles resteront à la [illegible]

POUR LOUISVILLE.

Le beau bateau à vapeur neuf fin marcheur LANCASTER, capit. Hinkle, partira sous peu. Pour fret ou passage, ayant de bons commodités, s'adresser à bord, ou à

TOURNE & BECKWITH, rue de la Nouvelle-Levée, No.

POUR PASCAGOULA.

Et autres lieux intermédiaires.—Le bateau à vapeur MARIETTA, capit. Rhodes, partira du bas du chemin-à-coulisses, tous les samedis, P. M. et ira à la Mobile, lorsqu'il aura [illegible] ment de fret et passage offert. Le bateau a d'excellents arrangemens pour les passagers, s'adresser à [illegible] 126 juin—4m] THOMAS RHODES.

POUR TAMPICO.

La goélette TWO-BROTHERS, capitaine Harper. Pour fret ou passage, s'adresser au capitaine, ou à BENJ BOOTH & CO, rue Bienville, N° 47

POUR TAMPICO.

La goélette LAFAYETTE, capitaine Williams. Pour fret ou passage, s'adresser à A. BARON, rue Royale, N° 100

POUR BORDEAUX.

Le brick VERNON, capit. Merrill, partira vers le 1er. d'août. Pour passage seulement, s'adresser au capitaine à bord, ou à J. MAGER.

POUR RIO-GRANDE, MATAMORES.

La goélette PASSAIC, capitaine Graham. Pour fret ou passage, s'adresser à DUFART & BARON, rue Royale, No. 100.

POUR LIVERPOOL.

Le navire ESSEX, capit. Vaugham, ayant la majeure partie de son fret engagée. Pour le reste, s'adresser à bord, ou à BENJ. BOOTH & Co.

A LOUER.—Une Maison de 7 appartemens, [illegible] office, un établissement dans la cour pouvant [illegible] ger quinze esclaves, une écurie &c. située rues [illegible] ville et Amour. CHS. HATREL, 23 juin rue de Chartres, No. 123.

AVIS.

Offert à loyer ou à bail.—La jolie maison avec ses dépendances, cour, &c., consistant en 5 appartemens de face au fleuve Mississippi sur 90 de profondeur; la terre et maison ci-dessus décrites est la même qui a [illegible] le juge Harang à l'époque qu'il occupait son office rive droite du dit fleuve, cette même terre offre de grands avantages tant pour le jardinage, briqueterie, *wood-yard*, &c., elle est située à 7 milles de la Nouvelle-Orléans. Pour plus amples informations, s'adresser à M. A. Hennang, sur les lieux, ou au juge de la paroisse Jefferson, demeurant au faubourg Livaudais. Les conditions sont très-avantageuses. 1er juillet—12.

A LOUER.

La belle maison connue sous le nom de HOTEL DU LAC située à l'embouchure du Bayou St. Jean, sur le site élevé de l'ancien port, incontestablement la situation la plus agréable des bords du lac. Les améliorations récentes des routes des deux côtés du Bayou donnent l'assurance que les améliorations ne seront pas interrompues.

Le mobilier pourra être pris à une raisonnable évaluation et les conditions seront libérales.

Pour une personne active et industrieuse il s'offre rarement d'aussi belle occasion d'employer son capital. On peut prendre possession de suite. Pour plus de renseignement, s'adresser à

B. BOOTH & Co.

A LOUER.

Le haut et les dépendances de la maison située à l'encoignure des rues Levée et St. Philippe, on donnerait la préférance à qui voudrait l'occuper plusieurs années. Pour le prix et les conditions, s'adresser à R. TOLEDANO, 6 juin—6 rue St. Louis, No. 17.

A LOUER.

Un beau magasin neuf, rue Toulouse entre Bourgogne et Remparts pouvant servir d'entrepôt, s'adresser à P. O. SORBE, 6 juin rue Royale, No. 118.

A LOUER.

Le beau MAGASIN à 3 étages que MM. Gurlie & Guillot viennent de bâtir dans la rue Jefferson, à côté de celui de M. Heimann; s'adresser à M. DUPUECH, pharmacien, rue de Chartres, presqu'en face de la rue Jefferson. 17 mai—3.

A LOUER.

Pour entrer de suite en possession, une MAISON en briques à deux étages, rue Foucher, entre Julie et St. Joseph, s'adresser à TOURNE & BECKWITH, 7 mai rue de la Nouvelle-Levée. No. 15.

A LOUER.—Le premier étage de la Maison No. 54, rue Toulouse. Aussi, la Maison à étage No. 85, située dans la même rue. Pour plus amples renseignements, s'adresser au No. 11, rue St. Louis. 15 mai

VIN DE MADÈRE—Garanti pur, vieux et de qualité supérieure. A vendre par HARRISON, BROWN & Co. 17 juillet rue Royale, No 117

3000 LIVRES Clous d'un pouce à un pouce un huitième, et grands Clous de quatre à sept pouces et demi, récemment reçus et à vendre par HARRISON, BROWN & Co. 17 juillet rue Royale, No 117

ETOFFES imprimés—600 pièces Etoffes imprimées, propres aux marchés mexicains, ayant droit au débarquement, récemment reçu et à vendre par HARRISON, BROWN & Co. 17 juillet rue Royale, No 117

100 PANIERS Champagne, 1ère. qualité, en débarquement du navire Hiram, de la marque G. N. T. B. Rougier, à vendre par P. DUBERTRAND. 15 juil

MESSRS. J. & J. DARAMON reçoivent par le navire Huntsville :

1 caisse 4-4 et 5-4 fichus noirs en gaze, bordure unie;
2 balles étamines noires;
1 caisse gros de naples noir; 1 do. percales noires;
do. mousselines à jour, façon et deseritte;
do. coton à cendre d'oeil. 15 juil

SUCRE—50 boucauts sucre, en magasin, à vendre par GRAY, DURRIVE & Co. 15 juillet 93, Nouvelle Levée

BANQUE DU COMMERCE DE LA NELLE.-ORLEANS, Nouvelle-Orléans, 13 juillet 1833.

UNE assemblée des directeurs, tenue ce jour, M. A. L. DAMAIN a été élu directeur, en remplacement de M. Samuel Spotts, décédé.

Le président ayant obtenu la permission de s'absenter [illegible] affaires de la banque, M. DENIS PRIEUR a été unanimement élu président par intérim.

Par ordre de la Direction, [illegible]—3 ROBERT GEO. DIXON, secrétaire.

BANQUE DU COMMERCE DE LA NELLE.-ORLEANS, Nouvelle-Orléans, 11 juillet 1833.

AVIS est par le présent donné, que conformément à une requisition présentée à la Direction, et aussi, [illegible] ment à la 15e section de l'acte pour incorporer la [illegible] du Commerce de la Nouvelle-Orléans, une assemblée spéciale des actionnaires de cette institution aura lieu à l'hôtel de Bishop, encoignure des rues du Camp et de la Commune, samedi 14 de décembre prochain, à 10 heures du matin, "pour prendre en considération la manière dont les affaires de la dite banque sont conduites, et plus [illegible] pour débattre sur l'endroit convenable [illegible] pour l'emplacement de ladite banque."

Par ordre de la Direction.

WM. G. HEWES, président.

UN débarquement du navire le Hiram, venant de Bordeaux, à vendre par le *soussigné*, rue Royale, No. [illegible] en barriques St. Emilion et Médoc, des années 1825 et 1827; vieille eau-de-vie de Cognac et ordinaire, en pipes et demi-pipes; le tout ayant droit au drawback. Avant d'important en antérieure, vins en bouteilles et en caisse des crus *ci-dessus mentionnés*, blanc et rouge en masse.

P. LAFAYE.

A VENDRE A BON MARCHE.

UN assortiment de liqueur superfine et fine, Absynthe verte suisse; Kirschwasser de; Bière blanche; Vinaigre blanc; Houblon.

S'adresser à DELAMOURLIERE, rue Royale, No. 214.

A LOUER.—Une rendez-vous d'été.—Un lot entier [illegible] des maisons neuves dans la rue St. Ferdinand, [illegible] Washington, 4 lots à partir de la Levée, s'adresser à JULES LE BLANC, rue Royale, No. 103.

[illegible] 18 barils *sans prime*, pour l'usage des habitations, à vendre par DUCROS & MORPEY.

MARDI MATIN, 23 JUILLET 1833.

ANTILLES.

JAMAIQUE.—Le navire *Orbit* a apporté à New-York des journaux de cette île jusqu'au 19 juin,—18 jours plus récentes que les derniers, mais ils ne contiennent aucune nouvelle, toutes *autres sujets disparaissent devant* celui de l'émancipation des nègres. Nous donnons ici la copie d'un document intitulé : *Mémoire des délégués des planteurs de la Jamaique*, adressé aux ministres de la Grande-Bretagne.

MEMOIRE.

" Nous exposons au gouvernement général qu'il nous donne sécurité contre toute intervention entre nous et nos esclaves, soit par ordres en conseil ou de toute autre manière non reconnue par nos lois.

" Nous demandons que tous missionnaires sectaires soient soumis à la jurisdiction des lois qui gouvernent les autres sujets de sa majesté; et que si ces lois sont insuffisantes pour nous protéger contre de nouvelles insurrections excitées par leurs machinations, il nous soit permis de les amender.

" Nous demandons des changemens dans nos lois d'impôt qui puissent faire rendre notre prospérité, en rendant aux colonies une partie du revenu de leurs propriétés, qui a été depuis long-temps et est encore dévorée par les exactions de la mère-patrie.

" Si ces raisonnables demandes nous sont refusées, nous requérons du gouvernement qu'il nous donne sans plus d'hésitation un de deux, une juste compensation pour ces intérêts qu'il a jugé convenable de sacrifier au prétendu bien de l'empire.

" Si cette compensation nous est aussi refusée, nous demandons seulement et humblement que l'île de la Jamaique soit séparée de la mère-patrie et qu'étant déchargée de toute obéissance envers la couronne d'Angleterre, elle soit libre de se rendre indépendante ou de s'unir à quelque puissance par laquelle elle sera aimée et protégée et non pas insultée et pillée."

Le navire *Caledonia*, capitaine GRAHAM, parti de Liverpool le 1er. juin, est arrivé à New-York le 8 du courant. La question du renouvellement de la charte de la Banque d'Angleterre devait être immédiatement prise en considération dans la Chambre des Communes. Les nouvelles du Portugal ne sont pas plus récentes que celles publiées par les journaux français. Par un ordre en conseil, l'embargo posé *sur les navires hollandais* a été levé le 29 mai. La convention conclue entre la France, l'Angleterre et la Hollande a reçu définitivement la sanction des parties contractantes.

EXTERIEUR.

FRANCE.

PARIS, 31 mai.

A Vienne, la nouvelle de la conclusion de la paix entre le sultan et Méhémet-*Ali* n'a produit aucun effet sur les fonds publics. On ne considère pas les affaires d'Orient comme arrangées.

— On écrit de Berlin :

" Il paraît qu'on a des inquiétudes pour la tranquillité de la Pologne; ce qui donne lieu à des mesures extraordinaires. Le gouvernement russe doit avoir reçu de Paris des avertissemens relatifs à une conspiration qui serait organisée pour amener une nouvelle révolution. Des lettres interceptées auraient fait connaître qu'il serait question d'attenter à la vie de l'empereur. Cette dernière nouvelle mérite confirmation. Quoi qu'il en soit, il paraît que le voyage à l'étranger que S. M. I. devait faire, est remis, les affaires d'Orient rendant urgente sa présence à Saint-Pétersbourg. *C. de Francfort.*

— La *commission du budget a rejeté aujourd'hui*, à une majorité de trois voix, toute nouvelle addition aux impôts existans, soit sur les boissons, soit sur les cotons. Elle a décidé qu'il serait disposé de vingt-sept millions de rentes cachetées.

On *ne saurait trop louer la résolution* qu'elle a prise dans l'intérêt des contribuables et dans le véritable intérêt de l'état. Nous ne doutons pas que la chambre ne sanctionne le vote émis par sa commission des finances.

—La nouvelle *Gazette d'Argovie* contient le document suivant, qui lui a été envoyé de Zurich :

A la confédération helvétique :

Messieurs, chers amis et voisins, l'arrivée de France en Suisse de plusieurs centaines de Polonais armés, *dans le but de révolutionner l'Allemagne entière*, et la participation des Polonais à l'émeute de 3 avril, sont des faits connus de tout le monde. La diète germanique a le droit et le devoir de veiller au maintien de l'ordre et de la *sécurité* dans les états de l'Allemagne, elle a le droit d'exiger des états voisins avec lesquels elle entretient des relations d'amitié, qu'il ne se forme pas sur leur territoire des foyers de conspiration, qui inquiètent continuellement, et à juste titre, les nations voisines, et leur imposent la *nécessité* de se mettre chaque jour en garde contre les attaques soudaines d'hommes, dont le but évident est de propager l'esprit de révolte et d'anarchie. La diète germanique, qui a pleine confiance dans les lumières et les bienveillantes dispositions de la confédération helvétique, ne doute pas qu'elle ne soit prête à faire tous ses efforts pour empêcher tout préjudice que les états de l'Allemagne pourraient éprouver par suites des menées révolutionnaires des Polonais qui sont dans la Suisse, et pour éviter ainsi des complications désagréables, qui forceraient la diète à prendre immédiatement des mesures énergiques pour sa sûreté.

Francfort sur le Mein, le 15 mai 1833.

La *diète germanique.*
(*Suivent les signatures.*)

ESPAGNE

—Les journaux légitimistes publient des documens émanés d'Espagne au sujet de don Carlos, et qui constatent que ce prince refuse formellement de reconnaître la fille du roi son frère comme princesse des Asturies et comme future reine. Ce refus est consigné dans la déclaration suivante :

DECLARATION.

" Moi, Carlos-Maria-Isodore de Bourbon et Bourbon, infant d'Espagne, bien convaincu des droits légitimes que je possède à la couronne d'Espagne *si je survis à votre* Majesté, et qu'elle ne laisse point d'héritier mâle, je dis que ma conscience et mon honneur ne me permettent pas de jurer ou de reconnaître d'autres droits que ceux-là.

" Au seigneur notre roi,

"Son affectionné frère et fidèle vassal,

"Signé *L'Infant Don Carlos de Bourbon y Bourbon.*

Au palais de Ramalthao, le 29 avril 1833.

NOUVELLES DE SAVOIE.

(Correspondance particulière du *Constitutionnel.*)

On nous mande de Genève, le 26 mai:

" Les nouvelles qui nous parviennent journellement de la Savoie sont des plus affligeantes. Un voyageur connu, revenant de Turin par le Mont-Cenis, a rencontré, entre Montmeillan et Aiguebelles, un convoi de plus de cinquante prisonniers, marchant garrotés au lieu d'une double haie de vrais rabiniers royaux, le pistolet au poing. Il a cru reconnaître dans le nombre des militaires enchaînés qui faisaient partie du transport, le général Fillet, Savoisien, ancien colonel dans la garde impériale française. Les prisonniers étaient provisoirement dirigés sur le fort d'Esillon en Maurienne, forteresse construite en 1817, sous la direction de deux ingénieurs autrichiens, pour *protéger* les abords du Mont-Cenis du côté de la France. Au sortir de ce dépôt provisoire, les détenus seront probablement envoyés au château de Fenestrelles en Piémont, où le fameux Maingrat, curé de Saint-Quentin-sur-Isère, a trouvé, non *une prison*, mais un asile, sous la protection de l'archevêque de Turin.

"A Chambéry, à Annecy, à Conflans, à Bonneville et à Aix-les-Bains, les arrestations continuent. La plupart des jeunes avocats de Savoie sont, dit-on, impliqués dans cette ténébreuse affaire, dont le fond nous est jusqu'ici inconnu. Un grand nombre de Savoisiens émigrent en Suisse et en France. Il est complètement faux que les individus contre lesquels il n'existait aucun mandat d'amener aient été expulsés de Genève.

"Mardi dernier, le conducteur de la diligence de Genève à Chambéry, soupçonné d'être porteur de réclamations et de lettres pour des personnes suspectes, a été dépouillé de ses vêtemens et de sa chaussure dans un escapade-garde de carabiniers royaux; et les voyageurs ont été traités à peu près aussi impitoyablement à leur arrivée à Chambéry, par l'ordre et [illegible] d'un major de place.

"Les individus, au nombre [illegible] quatre, qui avaient été fusillés à Chambéry, étaient [illegible] officiers appartenant au régiment de Pegnerol, [illegible] partie composé de Piémontais protestans, et [illegible] plus du mécontentement contre le [illegible]

"Plusieurs Genevois, [illegible] ont été prévenus qu'ils courraient [illegible] s'ils allaient visiter leurs propriétés [illegible] cation à Genève d'une liste nombreu[illegible] sées et d'étrangers, parmi lesquels figure un Gre[illegible] les carabiniers royaux ont l'ordre d'empoigner [illegible] ment aux frontières sardes. [illegible] est remplie [illegible] quelques jours d'espions à [illegible], dignes représentans du gouvernement qui opprime la [illegible] Savoie.

" P.S. Nous apprenons [illegible] instant qu'un mouvement de concentration vient [illegible] rer parmi les corps autrichiens qui occupent [illegible] rouche du Tessin. La frontière du royaume lombo-[illegible] en est mon entièrement fermée sur presque tous les points. Une équivoque de nom a failli faire jeter dans les prisons de Mantoue un banquier suisse se rendant de Livourne à Genève. On est toujours ici dans la même ignorance sur la cause ou le prétexte de ces mesures de rigueur, concertées, à ce qu'il semble, entre le Piémont et l'Autriche. Du reste, dit-on, elles n'auront à notre gouvernement.

TURQUIE.

—Une lettre de Scutari du 18 mai annonce que, dans l'Albanie et la Bosnie, la révolte contre l'autorité du sultan est générale. Les troupes ottomanes ont été chassées de tous les lieux qu'elles occupaient dans la Bosnie, et les fonctionnaires turcs ont été dépouillés de leurs emplois. Les Serviens refusent de Vidin à Kleon, le paiement de l'impôt. Des grecs des districts de Verevia et Grevena sont aussi en pleine insurrection contre le gouvernement ottoman.

NOUVELLE LITTERAIRE.

Londres, 21 mai.

ESCLAVAGE DANS LES COLONIES.

Le Times au sujet des débats sur cette question fait les remarques suivantes : Nous ne pouvons ici faire de mention des principales modifications que M. Stanley a introduites dans les résolutions primitives. Nous avons toujours été opposés à cette partie du projet qui impose au nègre la nécessité de payer pour son émancipation en diminant à cet objet un quart du produit de son travail. Les planteurs répugnaient également à détruire les intérêts et à racheter le principal d'une somme qui était destinée à les indemniser de la privation de leur droit sur leurs esclaves. L'honorable membre et le gouvernement se sont rendus aux argumens employés en faveur du planteur et du nègre et se proposent actuellement de les décharger tous deux du fardeau qui leur était imposé par les conditions primitives de l'emprunt. Qui donc doit supporter cette perte ou payer l'intérêt et liquider la dette ? le pays ? non, ou du moins non avec son revenu actuel ou tout autre impôt étranger aux colonies.

Le gouvernement propose, pour payer l'intérêt de cet emprunt, d'augmenter les droits sur le sucre de 24 shellings, taux actuel, à 27 shellings taux auquel il était avant 1830. Ce sera encore le pays qui supportera cette dépense quelque soit sur les produits coloniaux que l'augmentation de droits ait lieu. La question maintenant est celle-ci; le droit additionnel ne peut-il pas, en diminuant la consommation du sucre, neutraliser les avantages de l'emprunt pour le planteur ? En vérité nous ne voyons pas pourquoi une taxe que le public est obligé de payer, serait établie justement sur un produit colonial parcequ'elle est destinée à un objet qui concerne les colonies. Si d'un autre côté ce droit serait impolitique dans le cas où il serait établi pour les besoins généraux de l'empire. Mais de quelque manière que l'emprunt doive être payé, nous ne nous attendons pas qu'il serait rachetté par les planteurs, et nous avons toujours senti une forte répugnance à ce qu'il soit rachetté par le nègre.

Comme conséquence de ce changement de plan, une addition importante sera faite dans le mode d'assistance accordé à "l'apprenti travailleur" et nous pensons qu'une importante amélioration sera introduite dans le projet. Le nègre pourra employer à son bénéfice un quart de son temps de reste et s'il le désire il pourra employer ses salaires ainsi accumulés à diminuer le temps de son apprentissage.

VENTES PAR LE MARSHAL.

Wm. Pullam vs. C, Boffil.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'hon. J. Bormudes, juge conseiller de la Cour de Cité, j'exposerai en vente le mardi, 30 juillet, à 5 heures, en face du marché aux légumes, une barrique d'huile &c. saisi dans l'affaire ci-dessus.

17 juillet L. DAUNOY, marshal

Mme. M. Wall vs M. et Mme. John Irwin.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'hon. G. Préval, juge conseiller de la Cour de Cité, j'exposerai en vente le samedi 27 juillet, à l'encoignure des rues St Louis et Chartres, une charrette, un cheval brun *et ses harnois, saisis dans l'affaire ci-dessus.*

17 juillet L. DAUNOY, marshal

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'hon. G. Préval, juge conseiller de la Cour de Cité, j'exposerai en vente le mardi, 30 juillet, à 5 heures, au Principal, un comptoir, des barriques vides, des bouteilles de vin et des bouteilles vides, &c. saisis à la poursuite de Laurent & Roques: L. DAUNOY, 17 juillet marshal

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'hon. G. Préval, juge conseiller de la Cour de cité, j'exposerai en vente, samedi, 3 août, à midi, au café de Hewlett, encoignure des rues Chartres et St. Louis, un lot de terre, situé à l'encoignure des rues Robertson et Bayou, mesurant 64 pieds de face, sur 144 pieds de profondeur, saisi à la demande du Dr. Thomas.

1er. juillet L. DAUNOY, marshal.

L. Brunt *contre* Thas. Prendergast.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'hon. G. Préval, juge conseiller de la cour de cité, j'exposerai en vente, samedi, 3 août prochain, à midi, au café de Hewlett, encoignure des rues de Chartres et St. Louis, le terrain No. 7, d'après un plan fait par Joseph Pilié et déposé au bureau de T. Seghers, notaire public. Le dit lot situé encoignure des rues Baronne et Girod, faubourg St. Marie, avec toutes les bâtisses qui sont dessus, se composant de 2 bonnes maisons d'habitation en bois dont une est toute neuve et l'autre en bon état, saisie et, pour être vendue sujet à *une hypothèque* de $2700 en faveur du vendeur, la dite propriété a 25 pieds sur la rue Girod et 102 pieds 10 pouces de profondeur sur la rue de la Baronne, saisis dans la demande ci-dessus.

1er juillet L. DAUNOY, marshal.

F. La Pierre vs. Loure.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'hon. G. Préval, juge conseiller de la cour de cité j'exposerai en vente, samedi, 29 juillet, à 5 heures, sur la Levée, vis-à-vis la rue Toulouse, une pinogue No. 77, saisie dans la demande ci-dessus.

26 juin L. DAUNOY, marshal

COUR DES PREUVES—*Paroisse Jefferson.*—Attendu que Charles Wait, a présenté une pétition à la cour, à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession de feu Thompson, décédé ab intestat.

Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition

12 juil—3 J. M. HARANG, juge.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour de Paroisse pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans.—Présent l'hon Charles Maurian, juge—*Pierre Dugas vs ses créanciers*—Sur motion de A. Canon, avocat de B. Lacoste et Louis Thomas, syndics de Pinsolvable, il est ordonné par la cour que tous ceux y intéressés aient à *déduire, dict au samedi 27 du courant*, les raisons pour lesquelles le tableau final de distribution ne serait pas homologué, les fonds distribués [illegible] queuse, et les dits syndics déchargés de toute [illegible] sabilité.

Par ordre de la cour.

15 juillet—3 [illegible]

ETAT DE LA LOU[illegible] district judiciaire.—*Adol[illegible] anciers*—La cession des biens [illegible] acceptée pour le bénéfice des dits [illegible] qu'une assemblée des créanciers a [illegible] Féraud, notaire public à la Nlle [illegible] du présent mois de juillet, à 10 [illegible] de prendre en considération la [illegible] temps toutes poursuites contre la [illegible] dit Adolphe Dechaux sont [illegible]

Par ordre de l'hon. F[illegible] par intérim de la dite cour.

Bureau du greffe, [illegible] 1833. 15 juillet—3

ETAT DE [illegible]IANE—Cour de Paroisse pour la v[illegible] de la Nouvelle-Orléans,—10 juillet 1833. [illegible] Charles Maurian, juge.—No. 6963—*Jules [illegible] ses créanciers*, pour atermoiement.—Sur [illegible] enregistrement de la pétition et du bilan, ordonné [illegible] assemblée des créanciers [illegible] biteur ait lieu jeu[illegible]5 du courant, et l'[illegible] M. Gustave Le [illegible]ire public, pour délibérer les affaires de la [illegible] en attendant, toutes suites contre [illegible] biens soient suspen[illegible]

Bur[illegible] juillet 1833.

12 juil[illegible] BUISSON, dép. greffier

EN vertu [illegible] par les soussignés, 2 balles [illegible]

2 do. ind[illegible] Merinos et Indiennes,
6 pièces In[illegible] bordures;
2 balles Cou[illegible]
3 caisses Vin [illegible] supérieur;
[illegible] do. château-L[illegible] do.
[illegible] Cha[illegible]; do.
[illegible] ache, (Roussillon)
[illegible] eilles liqueurs superfines;
[illegible]oise;
2 bou[illegible]

19 juin NICOLET & Co.

[illegible]RE—Un très bon nègre créole propre aux travaux [illegible] habitation, s'adresser rue St [illegible]23. 26 juin.

[illegible]TES aux Marseille, en vente chez JULES LE BLANC, rue Royale, No. 103.

[illegible]RE.—32 barils beurre, reçus par le bateau à vapeur Missourian, et à vendre par GRAY, DURRIVE & Co. 18 juin

Bureau de la Presse à Colon de la Levée,
Nouvelle-Orléans, 18 juin 1833.

AVIS est par le présent donné qu'une demande a été faite pour le renouvellement du certificat No. 38, de six actions dans le fond capital de la compagnie, au nom de Henry de Endé; on suppose aussi avoir égaré ces certificats.

WM. HUDSON, 18 juin—6e secrétaire.

T. LAFAVIT encoignure des rues Bourbon et le Douane, offre à vendre les articles suivants, arrivant de Marseille et Bordeaux :

Nougat blanc en boîtes de ferblanc ;
Fruits cristalisés en bottes, Saucissons ;
Amsette supérfine en janiera ;
Vieux cognac de *qualité supérieure* ;
Guignolet d'Angers en paniers ;
Liqueurs assorties ;
Vins en caisse de divers crus, tels que Château Lafitte, Haut-Brion, Larose et vin blanc de Sauterne.

Epicerie en magasins.

Quelques caisses de Vin supérieur de Porto ;
Fruits confits de la Havane ;
Essence de vinaigre pour les maladies épidémiques ;
Sirops de toute espèce ;
Curaçoa et frère à l'eau-de-vie ;
Kirchwasser, Absynthe de Suisse ;
1/16 flande anglaise et française ;
Sardines et conserve de Colin, et toutes *sortes de provisions pour navires et ménages.*

9 quarts de pipes de vieux Vin de Madère de 1ère. qualité ;

2 pipes de Genièvre de Hollande ; le tout directement importé et à vendre par T. LAFAVIT, 15 juin encoignure Bourbon & Douane.

LETTRES DE CHANGE sur Angleterre à vendre par (25 juin) BENJ. BOOTH & Co.

VENTES PAR LE RECEVEUR.

PAROISSE D'ORLEANS—*Cour des Preuves*—Vente par le Register des Testamens—Samedi, 20 du courant, à 10 heures du matin, il sera vendu, au coin de la rue de la Nouvelle-Levée et Sycamore Grove, vis-à-vis de la Prairie-à-Ozier, Orléans, pour compte de la succession de feu Edward [illegible], le fonds d'un magasin de comestibles et d'[illegible]

Conditions de [illegible] somme n'excédant pas $200 payable [illegible] toute somme excédant $200 payable à 60 jours, [illegible] effets endossés à satisfaction.

Par ordre de la Cour,

19 juil [illegible] W F C DUPLESSIS, rég.

PAROISSE D'ORLEANS—*Cour des Preuves*—Vente par le Register des Testamens—Jeudi, 25 du courant, à 4 heures de l'après-midi, il sera vendu au ci-devant domicile de feu Babitte Andreau, c. c. l. rue Dauphine, entre les rues Toulouse et St Pierre, les meubles, ustensils et autres effets mobiliers, appartenant à la succession de ladite feu[illegible]. Conditions de la vente : Comptant. Par ordre de la cour,

19 juillet W F C DUPLESSIS, rég.

PAROISSE D'ORLEANS—*Cour des Preuves*—Vente par le Register des Testamens—Mardi, 30 du courant, à 10 heures du matin, il sera vendu dans la rue des Magasins, entre les rues Poydras et Girod, pour compte de la succession de feu James McKenna, une quantité de boucauts, barils, barillets, cercles, outils &c. composant une boutique de tonnelier. Conditions : Comptant.

Par ordre de la Cour,

17 juil W F C DUPLESSIS, rég.

PAROISSE D'ORLEANS—*Cour des Preuves*—Vente par le Régister des Testamens—Jeudi, 1er. août, 1833, à 4 heures de l'après-midi, il sera vendu dans la rue des Magasins, No. 245, faubourg Ste. Marie, les meubles meublants, et autres effets mobiliers, appartenant à la succession de feu Louis Auguste Tainturier. Conditions de la vente : Comptant.

Par ordre de la Cour,

19 juil W F C DUPLESSIS, rég.

COUR DES PREUVES—Attendu que Jean Chaigneau a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir les *lettres de curatelle à la succession vacante de feu* Joseph Berlocheaux décédé ab intestat ; avis est donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire sous dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition. Par ordre de la cour,

19 juil W F C DUPLESSIS, rég. des test.

PAROISSE D'ORLEANS.

COUR DES PREUVES.—Avis est par le présent donné aux créanciers de la succession de feu Maurice Cantrell, et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours, les raisons pour lesquelles le compte rendu par l'*administratrice* de la dite succession, ne serait point approuvé et homologué, et la dite administratrice déchargée de ses fonctions.

Par ordre de la cour.

19 juil W F C DUPLESSIS, rég.

COUR DES PREUVES.—Attendu que Jos. Gaspard, h[illegible] présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession vacante de feu Pierre *Jolibois, alias* Pierre Dominique Jolibois et Jean-Baptiste Jolibois, décédé ab intestat ; Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour,

19 W F C DUPLESSIS, rég.

COUR DES PREUVES.—*Paroisse d'Orléans.*—Attendu que David Daley a présenté une pétition à la cour, à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession vacante de feu Priscilla Fellows décédée intestat : Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour,

15 juil W. F. C. DUPLESSIS, régister

COUR DES PREUVES.—Attendu que William E. Thompson a présenté une pétition à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession vacante de feu Priscilla Griffith Fellows, décédé ab intestat. Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire sous dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

15 juillet W. F. C. DUPLESSIS, rég.

COUR DES PREUVES—Avis est par le présent donné aux créanciers de la succession de feu Alphonse Vaugeois et à toutes autres personnes que cela peut concerner d'avoir à déduire sous 10 jours les raisons pour lesquelles le compte à rendu par Charles René Oger, curateur de la dite succession, ne serait point approuvé et homologué, et le dit curateur déchargé de ses fonctions et de toute responsabilité. Par ordre de la cour,

12 juil S. BLOSSMAN, dép. rég.

ETAT DE LA LOUISIANE—*Paroisse St. Jean Baptiste*—Cour des Preuves—Attendu que Charles Joseph Laurent a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir les lettres de curatelle à la succession vacante de feu Etienne Lacoste décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour, *Donné et signé* St. Jean-Baptiste, 3 juillet 1833,

8 juillet O. LE BLANC, juge.

[illegible] navire pour Bordeaux, s'adresser à 8 juil J. MAGER.

DEMANDE de 300 actions de la Banque de Union, CHS. HATREL, 9 juil rue de Chartres, No. 123.

A VENDRE.

UN Terrain située faubourg Montreuil ayant 53 pieds de face à la rue Elmire sur 120 pieds de profondeur à la Rue Chippa. CHS. HATREL, 8 juil rue de Chartres, No. 123.

[illegible]—50 boucauts riz de Charleston, de première qualité, à vendre par F. H. PETITPAIN, 8 juil encoign. Chartres & Toulouse.

SUCRE BLANC DE LA HAVANE & CIGARRES—En débarquement du brick Aurora, venant de la Havane et à vendre par F. H. PETITPAIN, 8 juil encoig. Chartres & Toulouse.

CAFE ET CIGARES.—En débarquement du San Antonio, de la Havane, et à vendre par le soussigné 30 sacs Café, 40 milliers Cigares de première qualité. F. H. PETITPAIN, 3 juillet encoignure Chartres et Toulouse

MONSIEUR BOYER a l'honneur de prévenir les habitans de la Nouvelle-Orléans, qu'il tient toujours son école rue Royale No. 106, entre St. Louis et Conti.

Il s'fait disposer un nouveau local qui lui permet de recevoir un plus grand nombre d'élèves et de baisser ses prix.

Il déclare positivement qu'il n'est point associé avec Mde. Vernies, mais qu'il doit seulement commencer à l'établissement de cette [illegible] dans la même [illegible] que son école sera terminée, 1er juillet—4.

COUVERTURES FRANCAISES—450 balles, 3 points, de Granier, reçues et à vendre par 21 juin J. MAGER.

CAFE DE LA HAVANE.—[illegible] sacs de café, en débarquement de la Goélette Vrysal, à vendre par F. H. PETITPAIN, 17 juin Rues de Chartres et Toulouse.

LACOUTURE offre à vendre dans son magasin [illegible] rue de la vieille Levée, *entre* Bienville et Bourbon, No. 21, et à des conditions raisonnables, les articles suivants :

2 caisses Pruneaux de 50 paubans chaque caisse;
100 paniers Anisette de Bordeaux ;
20 petits Barils Sirop de Limon ;
80 caisses Sucre blanc de la Havane ;
50 caisses Liqueur superfine ;
30 caisses Eau-de-fleur d'Orange triple ;
Jus de citron en barils et en damejeannes ;
Amandes en coque et cassées :
Quelques caisses véritable Absinthe Suisse ;
Une jarre Fruit cristalisés de Marseille ;
Confitures de la Havane *en caisses* de 12 paubans ;
Guignolet d'Angers, vin de Champagne et Muscat ;
Dragées, Liqueurs, Sirops assortis, Maraschino ;
Confitures de la Havane, cristalisées par petites caisses de 3 livres, et plusieurs autres articles. 20 juin

CAFE DE LA HAVANE.—[illegible] sacs Café en débarquement du brick Dos Hermanos, à vendre par F. H. PETITPAIN, 18 juin rue Toulouse et Chartres

LES soussignés offrent à vendre, en débarquement du brick Vénus de Marseille,

[illegible],000 sarpanne de thèts,
115 veces sarpanne de rose de Levant ;
90 dit do. do. Nerdly pure ;
90 vbs. huile de Bergamote ;
25 [illegible] do. de Limon.
21 juin H. BONNABEL & FRERE.

WM. FARQUHAR, rue de Chartres No. 137, vient de recevoir un nouvel assortiment de papiers pour tapisseries, qu'il offre à un prix très modéré.

A louer—les appartements fraîchement tapissé rue de Chartres, No. 137. 26 juin.

EDUCATION
D